ASSEMBLÉE NATIONALE

23 novembre 2013

MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET AFFIRMATION DES
MÉTROPOLES - (N° 1407)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL221

présenté par
Mme Guégot

ARTICLE 31

Compléter l'alinéa 66 par les mots : « mais relèvent de la compétence exclusive de la métropole. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objectif de garantir que les compétences transférées par convention de l'Etat au métropole relèvent de la compétence exclusive de ces dernières, sans être exercées concurremment avec l'Etat. Tel qu'il est rédigé, le présent article laisse entendre que l'Etat conserverait un pouvoir de tutelle sur l'action des métropoles dans les domaines en question. Si c'était le cas, cela reviendrait à créer une véritable usine à gaz, où les conflits de compétences seraient nombreux. Cela violerait également le principe de libre administration des collectivités territoriales.

La rédaction proposée par le présent amendement permet de lever toute ambiguïté.